

# Histoire de la JICA

1954

## Ancienne Agence japonaise de coopération internationale

<b>Janvier 1954</b>	Création de la Fédération des associations japonaises à l'étranger
<b>Avril 1954</b>	Création de l'Organisation de coopération économique en Asie
<b>Septembre 1955</b>	Création de la Japan Emigration Promotion, Co., Ltd.
<b>Juin 1962</b>	Création de l'Agence de coopération technique à l'étranger (OTCA)
<b>Juillet 1963</b>	Création du Service d'émigration japonais (JEMIS)
<b>Avril 1965</b>	Création par l'OTCA du Bureau des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV)
<b>Mai 1974</b>	Promulgation de la loi portant création de l'Agence japonaise de coopération internationale
<b>Août 1974</b>	Création de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA)
<b>Décembre 1974</b>	Mise en œuvre de la déclaration relative aux procédures opérationnelles
<b>Avril 1978</b>	Révision de la loi portant création de la JICA (la promotion de l'aide sous forme de dons est incluse dans la loi)
<b>Octobre 1983</b>	Création de l'Institut de coopération internationale
<b>Avril 1986</b>	Création des équipes du Secours d'urgence du Japon (JDR)

<b>Juillet 1990</b>	25 <sup>e</sup> anniversaire des JOCV. Le nombre de participants cumulé dépasse les 10 000 personnes.
<b>Janvier 1991</b>	Publication des <i>Lignes directrices sur l'évaluation</i>
<b>Septembre 1992</b>	Publication des <i>Lignes directrices relatives aux considérations environnementales dans les projets d'infrastructure</i>
<b>Décembre 1992</b>	Publication du <i>Guide pour l'intégration des considérations de genre dans le développement</i>
<b>Mai 1994</b>	Le nombre cumulé de participants aux programmes de formation de la JICA dépasse les 100 000 personnes.
<b>août 1995</b>	Publication du <i>Rapport annuel d'évaluation</i>
<b>Juin 2000</b>	Le nombre cumulé de JOCV dépasse les 20 000 personnes.
<b>Décembre 2001</b>	Le plan de réorganisation et de rationalisation des institutions publiques spéciales est annoncé par le gouvernement japonais. Dans ce plan de réforme figure une mesure relative au changement de statuts de la JICA appelée à devenir une institution administrative indépendante.
<b>Juin 2002</b>	Création du Comité consultatif sur l'évaluation

## Ancien Fonds de coopération économique à l'étranger et ancienne Banque japonaise pour la coopération internationale

<b>Décembre 1960</b>	Promulgation de la loi sur le Fonds de coopération économique à l'étranger (OECF)
<b>Mars 1961</b>	Création de l'OECF qui reprend la gestion du Fonds de coopération pour le développement de l'Asie du Sud-Est anciennement assurée par la Banque d'export-import du Japon (JEXIM). Le gouvernement octroie des capitaux d'environ 5 444 millions JPY pour la création de l'OECF.
<b>Mars 1961</b>	L'adoption de la déclaration relative aux procédures opérationnelles marque le début des opérations.
<b>Mars 1966</b>	Premier prêt d'APD accordé (à la Corée du Sud) par l'OECF
<b>Mai 1968</b>	Révision de la loi sur l'OECF (le mécanisme de prêts de soutien à la balance des paiements est inclus dans la loi.)
<b>Mars 1980</b>	Émission de la première obligation de l'OECF garantie par le gouvernement
<b>Avril 1987</b>	Lancement de l'Assistance spéciale pour la durabilité des projets (SAPS)
<b>Avril 1988</b>	Lancement de l'Assistance spéciale pour l'élaboration des projets (SAPROF)
<b>Novembre 1989</b>	Publication des <i>Lignes directrices de l'OECF sur l'environnement</i>
<b>Mai 1991</b>	Publication de la <i>Politique de l'OECF pour la prise en compte des femmes dans le développement</i>
<b>Avril 1992</b>	Lancement de l'Assistance spéciale pour la mise en œuvre des projets (SAPI)

<b>Mars 1995</b>	Décision du Cabinet de fusionner la JEXIM et l'OECF
<b>Avril 1996</b>	Lancement de l'Assistance spéciale pour la politique de développement et les projets (SADEP)
<b>Avril 1999</b>	Promulgation de la loi sur la Banque japonaise pour la coopération internationale
<b>Septembre 1999</b>	Promulgation du décret du Cabinet lié à l'exécution de la loi sur la Banque japonaise pour la coopération internationale Publication officielle de l'ordonnance ministérielle concernant l'application de la loi sur la Banque japonaise pour la coopération internationale
<b>Octobre 1999</b>	Création de la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC)
<b>Décembre 1999</b>	Lancement de la stratégie à moyen terme relative aux opérations de coopération économique à l'étranger (1 <sup>er</sup> octobre 1999 – 31 mars 2002)
<b>Avril 2001</b>	Lancement de l'évaluation de projets ex ante pour les opérations de prêts d'APD
<b>Septembre 2001</b>	Publication des états financiers et de la déclaration des calculs des frais administratifs japonais établis sur la base des PCGR (Principes comptables généralement reconnus)
<b>Octobre 2001</b>	Émission des premières obligations d'organismes gouvernementaux dans le cadre du programme budgétaire d'investissements et de prêts (PBIP)
<b>Décembre 2001</b>	Décision du Cabinet de mettre en œuvre le plan de réorganisation et de rationalisation des institutions publiques spéciales

<b>Octobre 2002</b>	Mise en œuvre de la loi sur l'accès à l'information détenue par les institutions administratives indépendantes
<b>Décembre 2002</b>	Promulgation de la loi concernant l'institution administrative indépendante JICA
<b>Septembre 2003</b>	La JICA est dissoute en tant qu'organisme public spécial.
<b>Octobre 2003</b>	La JICA devient une institution administrative indépendante. Publication des premiers <i>Objectifs à moyen terme</i> (1 <sup>er</sup> octobre 2003 – 31 mars 2007)
<b>Avril 2004</b>	Publication des <i>Lignes directrices pour les considérations environnementales et sociales</i>
<b>Novembre 2004</b>	La JICA est certifiée ISO 14001.
<b>Avril 2006</b>	Ouverture de la JICA Global Plaza à Tokyo
<b>Avril 2007</b>	Publication des deuxièmes <i>Objectifs à moyen terme</i> (1 <sup>er</sup> avril 2007 – 31 mars 2012)
<b>Avril 2007</b>	Lancement du mécanisme public d'octroi de dons « Fonds de la JICA pour les peuples du monde »
<b>Juin 2007</b>	Le nombre total cumulé de JOCV dépasse les 30 000 personnes.

<b>Avril 2002</b>	Publication des <i>Lignes directrices de la JBIC relatives à la vérification de la prise en compte des considérations environnementales et sociales</i> Application de la mesure des performances pour une gestion stratégique Publication de la <i>Stratégie à moyen terme pour les opérations de coopération économique à l'étranger</i> (1 <sup>er</sup> avril 2002 – 31 mars 2005)
<b>Octobre 2002</b>	Mise en œuvre de la loi sur l'accès à l'information détenue par les institutions administratives indépendantes
<b>Mars 2005</b>	Publication de la <i>Stratégie opérationnelle à moyen terme fondée sur la mesure des performances pour une gestion stratégique</i> (applicable à compter du 1 <sup>er</sup> avril 2005)
<b>Avril 2005</b>	Publication de la <i>Nouvelle stratégie à moyen terme pour les opérations de coopération économique à l'étranger</i> (1 <sup>er</sup> avril 2005 – 31 mars 2008)
<b>Juin 2006</b>	Promulgation de la loi sur la promotion de la réforme administrative pour l'instauration d'une administration restreinte et efficace
<b>Mai 2007</b>	Le nombre cumulé de pays bénéficiant de l'APD est de 100.
<b>Mars 2008</b>	La période de mise en œuvre de la politique de stratégie à moyen terme pour la coopération économique à l'étranger (1 <sup>er</sup> avril 2005 – 31 mars 2008) est étendue de six mois.

## La nouvelle JICA

<b>Novembre 2006</b>	Promulgation d'une révision partielle de la loi concernant l'institution administrative indépendante JICA
<b>Octobre 2008</b>	Les opérations de prêts d'APD précédemment gérées par l'ancienne JBIC (opérations économiques à l'étranger) et une partie de la gestion des dons assurée par le ministère japonais des Affaires étrangères (MOFA) sont reprises par la JICA. Le MOFA reste toutefois chargé de l'octroi des dons liés à sa politique diplomatique.
<b>Octobre 2008</b>	Modification des deuxièmes objectifs à moyen terme
<b>Avril 2010</b>	Publication des <i>Nouvelles lignes directrices pour les considérations environnementales et sociales</i>
<b>Avril 2012</b>	Publication des troisièmes <i>Objectifs à moyen terme</i> (1 <sup>er</sup> avril 2012 – 31 mars 2017)